



## ACTUALITÉ JURIDIQUE EN FRANCE

Kahn & Associés | janvier 2015 | Newsletter N°50

### DROIT DE L'INFORMATIQUE | La protection des sites français contre les attaques informatiques

Depuis les récents attentats du 7, 8 et 9 janvier 2015 en France, de nombreux sites web français auraient été attaqués.

Pour se prémunir contre cet accroissement significatif d'attaques informatiques, l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) a publié jeudi 15 janvier des conseils à destination des administrateurs de sites.

La très grande majorité de ces attaques ne requiert pas un niveau d'expertise technique très élevé et exploite les failles de sécurité de sites relativement simples et vulnérables, via notamment des défigurations de site internet (le défaçage), ou via des attaques consistant à saturer un site de connexions pour en bloquer l'accès (les dénis de services).

L'ANSSI rappelle qu'il est possible de se prémunir contre ces types d'attaques en appliquant des bonnes pratiques. Il est notamment recommandé d'utiliser des mots de passe complexes pour l'accès aux interfaces d'administration, et d'appliquer tous les correctifs de sécurité. En cas de défaçage, l'ANSSI recommande également d'effectuer un dépôt de plainte et notamment de conserver une copie de l'état compromis du site. Avant de restaurer le site dans son état normal et de le remettre en ligne, il est nécessaire de corriger les vulnérabilités identifiées.

Ces bonnes pratiques sont présentées en détail dans la fiche destinée aux administrateurs de sites que l'ANSSI a préparée à cet effet : [http://www.ssi.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche\\_d\\_information\\_Administrateurs.pdf](http://www.ssi.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_d_information_Administrateurs.pdf)

Le dépôt de plainte peut s'effectuer dans les services centraux spécialisés dont la liste figure sur la page suivante : <http://cert.ssi.gouv.fr/site/CERTA-2002-INF-002/index.html>

L'application des recommandations de l'ANSSI dans le guide d'hygiène informatique à destination des responsables informatiques (accessible sur le site [www.ssi.gouv.fr](http://www.ssi.gouv.fr)) est par ailleurs fortement préconisée.

*[\\* English version here below](#)*

### DROIT SOCIAL | Formation professionnelle - Le compte personnel de formation : êtes-vous prêts ?

Depuis le 1er janvier 2015, le Droit individuel à la formation (DIF) est remplacé par le Compte personnel de formation (CPF).

- *Quelles sont les conséquences pour les employeurs ?*

Afin de permettre aux salariés l'utilisation de leur reliquat de DIF, les employeurs ont l'obligation d'informer par écrit, avant le 31 janvier 2015, chaque salarié du nombre total d'heures acquises et non utilisées au titre du DIF au 31 décembre 2014.

- *Quelle est la forme de l'information obligatoire des salariés ?*

Cette information doit être effectuée par écrit, par tous moyens. Les employeurs peuvent joindre cette information à la fiche de paie du mois de janvier 2015, ou l'adresser aux salariés sous la forme d'une attestation spécifique, au plus tard le 31 janvier 2015.

Quelles que soient les modalités choisies pour cette information, il est recommandé à l'employeur de conserver une copie de ce document, afin de se ménager une preuve de l'accomplissement de cette obligation d'information.

- *Que se passe-t-il pour une formation se déroulant au moins en partie en 2015, dans le cas où l'employeur a obtenu un accord de financement de l'Opca en 2014 ?*

Dans cette hypothèse, le nombre d'heures financées à ce titre doit être déduit par anticipation du solde d'heures de DIF arrêté au 31 décembre 2014. Ces heures n'ont, en conséquence, pas à figurer sur l'attestation.

- *Quand le CPF sera-t-il accessible par les salariés ?*

Depuis le 5 janvier 2015, les salariés ont accès à leur CPF sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr), sur lequel ils devront renseigner le reliquat d'heures de DIF, après information de leur employeur à ce titre. Seront notamment précisés sur ce site le nombre d'heures acquises et les listes des formations éligibles.

Le reliquat d'heures de DIF ne sera pas transféré automatiquement sur le CPF, mais devra être retranscrit par le salarié sur son espace personnel en ligne.

- *Comment sera utilisé ce reliquat d'heures de DIF par le salarié jusqu'au 31 décembre 2020 ?*

Lorsqu'un salarié bénéficiera d'une formation dans le cadre de son CPF, les heures acquises et non utilisées au titre du DIF seront mobilisées en premier lieu et, le cas échéant, seront complétées par les heures inscrites sur le CPF dans la limite d'un plafond total de 150 heures.

- *Quelles seront les nouvelles obligations financières de l'employeur en matière de formation au titre des rémunérations versées en 2015 ?*

Au titre des rémunérations versées en 2015, les entreprises financeront la formation professionnelle par le versement d'une contribution unique.

Le taux de cette contribution unique assise sur les salaires varie selon l'effectif de l'entreprise.

En pratique, pour la participation-formation continue afférente à 2014, les entreprises sont tenues de verser leur contribution avant le 1er mars 2015, selon les dispositions antérieures. Les nouvelles dispositions ne s'appliqueront qu'aux contributions recouvrées en 2016 au titre de 2015.

*[\\* English version here below](#)*

Pour toute demande d'information ou demande, contactez nous à : [contact@kahnlaw.com](mailto:contact@kahnlaw.com)



## LEGAL UPDATE IN FRANCE

Kahn & Associés | January 2015 | Newsletter N°50

### IT LAW | The protection of French websites against cyber-attacks

Since the 7, 8 and 9 January attacks in France, many French websites have been attacked.

On Thursday, January 15, ANSSI (French Network and Information Security Agency) published guidance for website administrators to guard against this significant increase of computer hacking.

The vast majority of these attacks does not require a high level of technical expertise and exploits security weaknesses on relatively simple and vulnerable websites, in particular through website defacements, or denial-of-service attacks.

The ANSSI recalls that it is possible to guard against these types of attacks by applying good practices. It is particularly recommended to use complex passwords for the access to administration interfaces, and to install all the security patches. In case of defacement, the ANSSI also recommends to file a complaint and in particular to keep a copy of the compromised website. Before restoring the site to its normal state and putting it online, it is necessary to correct the identified vulnerabilities.

These good practices are detailed in the following ANSSI information sheet for website administrators: [http://www.ssi.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche\\_d\\_information\\_Administrateurs.pdf](http://www.ssi.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_d_information_Administrateurs.pdf)

The complaint can be submitted to specialised central services listed on the following page: <http://cert.ssi.gouv.fr/site/CERTA-2002-INF-002/index.html>

The implementation of the ANSSI's recommendations contained in its computer hygiene guide to IT managers (available on the website [www.ssi.gouv.fr](http://www.ssi.gouv.fr)) is also strongly recommended.

## EMPLOYMENT LAW | Professional training - Personal training account: Are you ready?

As from January 1st 2015, the individual right of training (i.e. Droit individuel à la formation - hereafter the "DIF") is replaced by a new system so-called the personal training account (i.e. Compte personnel de formation - hereafter the "CPF").

- *What are the consequences for the employers ?*

To allow employees to use their remaining hours of DIF, the employers must inform, in written, each employee, before January 31st, 2015, about the number of hours of DIF they have acquired and not yet used, on December 31st, 2014.

- *What is the formalism required for this information ?*

This information must be written and provided to the employee by any appropriate mean. Thus, the employers shall either insert this piece of information on the January 2015's pay slip, or send a specific slip to the employee, on January 31st, 2015 at the latest.

Whatever the form of deliver, it is strongly recommended that the employer keep a copy of this document, to be able to prove that he has duly fulfilled his obligation.

- *How to treat training sessions already approved in 2014 that runs, at least for a part of it, over 2015 ?*

In this event, the number of hours financed by the accredited fund-collecting agency should have been deducted in advance of the remaining hours of DIF made on December 31st, 2014.

As a consequence, these hours should not be mentioned in the certificate provided to the employee in January 2015.

- *At what point the CPF will be accessible to the employees ?*

As from January 5th, 2015, the employees have access to their CPF on the website [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr), on which they will have to transcribe the number of remaining hours of DIF as referred on the certificate they have been provided with by their employer.

This website will notably specify the number of hours of training of each employee and the list of the training included within the scope of the professional training.

The remaining hours DIF will not be automatically transferred on the CPF of each individual employee but the employee must publish him / her on his personal account on line.

- *How will be used these remaining hours of DIF until December 31st, 2020 ?*

When an employee benefits from training session within the scope of his/her CPF, the remaining hours of DIF would be used uppermost. When required, it would be completed by the hours of CPF accrued, up to a maximum of 150 hours.

- *What are the new financial obligations for the employers ?*

For the salaries paid in 2015, the company will fund the professional training through payment of a sole contribution.

The rate of this sole contribution is based on the level of salaries and depends on the headcount of the company.

In practice, for the contribution calculated on salaries paid in 2014, the companies will have to pay it on March 1st, 2015 at the latest, according to former regulations. New regulations will apply as from contributions collected in 2016 based on salaries paid in 2015.

For further information or any enquiries, please contact us : [contact@kahnlaw.com](mailto:contact@kahnlaw.com)



### Kahn & Associés

Récompensé aux Trophées du Droit en 2014 Nouvelles Technologies et en 2013 Capital Risque  
Rewarded at the *Trophées du Droit* in 2014 New Technology and in 2013 Venture Capital